



KPMG Audit

7 boulevard Albert Einstein - BP 41125
44311 NANTES CEDEX 3

mazars

Mazars

9 rue Maurice Fabre
35 000 RENNES

Séché Environnement S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

Séché Environnement S.A.
Les Hêtres - CS 20020 - 53811 Changé Cedex 09
Ce rapport contient 44 pages

Séché Environnement S.A.

Siège social : Les Hêtres - CS 20020 - 53811 Changé Cedex 09
Capital social : 1 571 546 €

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

Aux actionnaires de la société Séché Environnement S.A.

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Séché Environnement S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Règles et méthodes comptables – Comparabilité des comptes » qui expose la correction d'erreur consécutive au réexamen des modalités de comptabilisation de la convention d'intégration fiscale.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Évaluation des titres de participation

Risques identifiés

Les titres de participation, figurant au bilan au 31 décembre 2020 pour un montant net de 344,8 millions d'euros, représentent un des postes les plus importants du bilan. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité représentant ce que la société accepterait de décaisser pour les obtenir si elle avait à les acquérir.

Comme indiqué dans la note « Immobilisations financières » des règles et méthodes de l'annexe, la valeur d'utilité est déterminée par la direction selon une approche multicritères à savoir quote-part de situation nette de la filiale, méthode de multiple d'EBE ou actualisation de cash flow futurs nette de l'endettement.

La détermination de la valeur d'utilité de ces titres requiert l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées, éléments qui peuvent correspondre selon le cas à des éléments historiques ou à des éléments prévisionnels.

Nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation constituait un point clé de l'audit compte tenu du caractère potentiellement significatif d'éventuelles dépréciations et du degré élevé d'estimation et de jugement requis de la Direction pour apprécier les valeurs d'utilité. Les éléments

de jugement incluent notamment des hypothèses relatives aux flux prévisionnels de trésorerie de ces participations, ainsi qu'à la détermination de taux d'actualisation et de croissance à l'infini appropriés appliqués à ces flux.

Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement à vérifier que l'estimation de ces valeurs déterminée par la direction est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés et, selon les titres concernés, à :

Pour les évaluations reposant sur des éléments historiques :

- vérifier que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques.

Pour les évaluations reposant sur des éléments prévisionnels :

- obtenir les prévisions de flux de trésorerie et d'exploitation des activités des entités concernées établies par leurs directions opérationnelles et apprécier leur cohérence avec les données prévisionnelles issues des derniers plans stratégiques, établis sous le contrôle de leur direction générale pour chacune de ces activités ;
- vérifier la cohérence des hypothèses retenues avec l'environnement économique aux dates de clôture et d'établissement des comptes ;
- comparer les prévisions retenues pour des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier la réalisation des objectifs passés ;
- vérifier que la valeur résultant des prévisions de flux de trésorerie a été ajustée du montant de l'endettement de l'entité considérée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L. 22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Conformément au III de l'article 222-3 du règlement général de l'AMF, la direction de votre société nous a informés de sa décision de reporter l'application du format d'information électronique unique tel que défini par le règlement européen délégué n°2019/815 du 17 décembre 2018 aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021. En conséquence, le présent rapport ne comporte pas de conclusion sur le respect de ce format dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Séché Environnement SA par vos assemblées générales de 1997 pour le cabinet KPMG et de 2018 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2020, le cabinet KPMG était dans la 24^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 3^{ème} année, dont respectivement 23 et 3 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle

estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.



mazars

Les commissaires aux comptes

Nantes et Rennes, le 8 mars 2021

KPMG S.A.

MAZARS

Gwenaël Chedaleux
Associé

Ludovic Sevestre
Associé

Bilan

BILAN ACTIF

| | 31/12/2020 | | | 31/12/2019 |
|---|--------------------|------------------------------|--------------------|--------------------|
| | Brut | Amortissements Provisions | Net | Net |
| Capital souscrit non appelé | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | 164 350 | 13 771 | 150 579 | |
| Concessions, brevets et droits similaires | 197 440 | 195 109 | 2 331 | 20 631 |
| Fonds commercial (1) | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | |
| <i>Total immobilisations incorporelles</i> | <i>361 790</i> | <i>208 880</i> | <i>152 910</i> | <i>20 631</i> |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | 3 000 | 912 | 2 088 | 2 688 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 28 223 | 28 139 | 84 | 348 |
| Autres immobilisations corporelles | 672 818 | 658 885 | 13 933 | 34 403 |
| Immobilisations en cours | | | | 24 277 |
| Avances et acomptes | | | | |
| <i>Total immobilisations corporelles</i> | <i>704 041</i> | <i>687 937</i> | <i>16 104</i> | <i>61 716</i> |
| Immobilisations financières (2) | | | | |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| Autres participations | 523 296 700 | 178 471 671 | 344 825 029 | 357 802 766 |
| Créances rattachées à des participations | 57 196 213 | | 57 196 213 | 45 759 119 |
| Autres titres immobilisés | 2 317 708 | 1 933 175 | 384 533 | 518 732 |
| Prêts | 57 391 | | 57 391 | 57 391 |
| Autres immobilisations financières | 3 454 418 | 505 809 | 2 948 608 | 2 537 953 |
| <i>Total immobilisations financières</i> | <i>586 322 430</i> | <i>180 910 655</i> | <i>405 411 775</i> | <i>406 675 962</i> |
| ACTIF IMMOBILISE | 587 388 261 | 181 807 472 | 405 580 789 | 406 758 308 |
| Stocks | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | | | | |
| En cours de production de biens | | | | |
| En cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| <i>Total des stocks</i> | | | | |
| Créances (3) | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 334 050 | | 334 050 | 432 459 |
| Clients et comptes rattachés | 4 309 543 | | 4 309 543 | 5 067 089 |
| Autres créances | 154 441 832 | 25 000 | 154 416 832 | 135 610 719 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| <i>Total des créances</i> | <i>159 085 425</i> | <i>25 000</i> | <i>159 060 425</i> | <i>141 110 267</i> |
| Disponibilités et divers | | | | |
| Valeurs mobilières dont actions propres : | 7 010 012 | | 7 010 012 | 15 004 000 |
| Disponibilités | 53 369 100 | | 53 369 100 | 45 556 283 |
| <i>Total disponibilités et divers</i> | <i>60 379 112</i> | | <i>60 379 112</i> | <i>60 560 283</i> |
| ACTIF CIRCULANT | 219 464 537 | 25 000 | 219 439 537 | 201 670 551 |
| Charges constatées d'avance | 2 216 031 | | 2 216 031 | 9 875 |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler | 1 609 841 | | 1 609 841 | 2 153 904 |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Ecart de conversion actif | 14 948 | | 14 948 | 603 426 |
| TOTAL GENERAL | 810 693 618 | 181 832 472 | 628 861 146 | 611 196 064 |

(1) dont droit au bail

(2) dont part à moins d'un an

(3) dont part à plus d'un an

17/02/2021

BILAN PASSIF

| | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|--|--------------------|--------------------|
| Capital social ou individuel Dont versé : 1 571 546 | 1 571 546 | 1 571 546 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | 74 061 429 | 74 061 429 |
| Ecarts de réévaluation | | |
| Réserve légale | 172 697 | 172 697 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves réglementées | | |
| Autres réserves | | |
| Report à nouveau | 44 021 440 | 18 044 640 |
| Resultat de l'exercice (bénéfice ou perte) | 45 515 574 | 33 387 735 |
| <i>Total situation nette</i> | <i>165 342 687</i> | <i>127 238 048</i> |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | 1 196 | 1 279 |
| CAPITAUX PROPRES | 165 343 883 | 127 239 327 |
| Produits des émissions de titres participatifs | | 40 434 |
| Avances conditionnées | | |
| AUTRES FONDS PROPRES | | 40 434 |
| Provisions pour risques | 14 948 | 33 908 382 |
| Provisions pour charges | 153 945 | 184 745 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 168 893 | 34 093 127 |
| Dettes financières | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | 230 000 000 | 255 000 000 |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 172 010 053 | 136 430 392 |
| Emprunts et dettes financières divers | 45 566 686 | 38 664 163 |
| <i>Total dettes financières</i> | <i>447 576 739</i> | <i>430 094 556</i> |
| Dettes d'exploitation | | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | 78 294 | 2 299 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 5 932 017 | 4 219 874 |
| Dettes fiscales et sociales | 9 728 539 | 8 979 025 |
| <i>Total dettes d'exploitation</i> | <i>15 738 850</i> | <i>13 201 198</i> |
| Dettes diverses | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 1 430 | 6 491 354 |
| Autres dettes | | |
| <i>Total dettes diverses</i> | <i>1 430</i> | <i>6 491 354</i> |
| Comptes de régularisation | | |
| Produits constatés d'avance | 31 251 | 31 280 |
| DETTES | 463 348 270 | 449 818 388 |
| Ecarts de conversion passif | 100 | 4 788 |
| TOTAL GENERAL | 628 861 146 | 611 196 064 |

Compte de résultats

COMPTES DE RESULTAT

| | 31/12/2020 | | | 31/12/2019 |
|---|------------------|------------------|--------------------|--------------------|
| | France | Export | Total | |
| Vente de marchandises | | | | |
| Production vendue : - biens | | | | |
| Production vendue : - services | 9 939 579 | 1 526 468 | 11 466 046 | 12 434 447 |
| CHIFFRES D'AFFAIRES NETS | 9 939 579 | 1 526 468 | 11 466 046 | 12 434 447 |
| Production stockée | | | | |
| Production immobilisée | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | 15 635 | 11 853 |
| Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges (9) | | | 72 196 | 421 824 |
| Autres produits (1) (11) | | | 13 | 70 |
| TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (2) | | | 11 553 890 | 12 868 194 |
| Charges externes | | | | |
| Achat de marchandises (y compris droits de douane) | | | | 988 |
| Variation de stock (marchandises) | | | | |
| Achat de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) | | | | 5 |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements) | | | | |
| Autres achats et charges externes (3) (6 bis) | | | 12 776 284 | 12 620 214 |
| <i>Total charges externes</i> | | | <i>12 776 284</i> | <i>12 621 207</i> |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 104 281 | 675 733 |
| Charges de personnel | | | | |
| Salaires et traitements | | | 3 062 385 | 3 183 525 |
| Charges sociales (10) | | | 1 244 415 | 1 307 225 |
| <i>Total charges de personnel</i> | | | <i>4 306 800</i> | <i>4 490 750</i> |
| Dotations d'exploitation | | | | |
| Dotations aux amortissements sur immobilisations | | | 600 469 | 615 128 |
| Dotations aux provisions sur immobilisations | | | | |
| Dotations aux provisions sur actif circulant | | | | |
| Dotations aux provisions pour risques et charges | | | 746 | 57 876 |
| <i>Total dotations d'exploitation</i> | | | <i>601 215</i> | <i>673 004</i> |
| Autres charges (12) | | | 171 888 | 139 176 |
| TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION | | | 17 960 467 | 18 599 871 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | | (6 406 577) | (5 731 677) |
| Opérations en commun | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré | | | | |
| Produits financiers | | | | |
| Produits financiers de participations (5) | | | 49 953 605 | 38 097 154 |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5) | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés (5) | | | 3 274 074 | 2 660 680 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | 849 447 | 6 504 580 |
| Différences positives de change | | | 3 034 | 70 906 |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS | | | 54 080 160 | 47 333 320 |
| Charges financières | | | | |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | | 30 795 664 | 1 003 033 |
| Intérêts et charges assimilées (6) | | | 13 294 239 | 10 863 116 |
| Différences négatives de change | | | 1 784 037 | 50 212 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| TOTAL DES CHARGES FINANCIERES | | | 45 873 940 | 11 916 361 |
| RESULTAT FINANCIER | | | 8 206 220 | 35 416 960 |
| RESULTAT COURANT | | | 1 799 643 | 29 685 282 |

COMpte DE RESULTAT (Suite)

| | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|--|--------------------|--------------------|
| Produits exceptionnels | | |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 3 868 749 | 4 413 477 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | 34 300 679 | 123 284 |
| TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS | 38 169 428 | 4 536 761 |
| Charges exceptionnelles | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 83 | 92 911 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 4 838 738 | 9 894 514 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | 271 | 355 |
| TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES | 4 839 092 | 9 987 781 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | 33 330 336 | (5 451 019) |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | | |
| Impôts sur les bénéfices | (10 385 595) | (9 153 472) |
| TOTAL DES PRODUITS | 103 803 478 | 64 738 275 |
| TOTAL DES CHARGES | 58 287 904 | 31 350 540 |
| BENEFICE ou PERTE | 45 515 574 | 33 387 735 |

| | |
|--|------------|
| (1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme | |
| (2) Dont produits de locations immobilières | 258 573 |
| (2) Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs | |
| (3) Dont crédit-bail mobilier | |
| (3) Dont crédit-bail immobilier | |
| (4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs | |
| (5) Dont produits concernant les entreprises liées | 52 908 857 |
| (6) Dont intérêts concernant les entreprises liées | 393 051 |
| (6 bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général | 88 200 |
| (6 ter) Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes | |
| (6 ter) Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles | |
| (9) Dont transferts de charges | 37 150 |
| (10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant | |
| (11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits) | |
| (12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges) | |

Annexes

Annexe au bilan et au compte de résultat

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-03 du 8 septembre 2014, relatif au Plan Comptable Général à jour des différents règlements complémentaires en vigueur à la date d'établissement des dits comptes annuels.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'exercice social clos le 31/12/2020 a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Le total du bilan avant affectation du résultat est de 628 861 146 euros et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégage un résultat de 45 515 574 euros.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Principes comptables, méthodes d'évaluation, comparabilité des comptes

Principes et méthodes d'évaluation

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Comparabilité des comptes

Il n'y a pas eu de changement de méthode d'évaluation et de présentation comptable au cours de l'exercice.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle convention d'intégration fiscale, la société a été amenée à réexaminer les modalités de comptabilisation au sein du groupe. En l'absence d'obligation de restitution des déficits en cas de sortie d'intégration fiscale, il a été procédé à la reprise intégrale de la provision pour retour bénéficiaire des filiales dont le montant s'élevait à 33 M€. Cette reprise est constitutive d'une correction d'erreur et est comptabilisée en résultat exceptionnel.

Changement d'estimation

Néant

Changement de méthode de présentation

Néant

Faits caractéristiques de l'exercice

L'émergence et l'expansion du Covid-19 début 2020 ont affecté les activités économiques et commerciales au niveau national et mondial. Afin de limiter les impacts engendrés par la crise sanitaire, le groupe a mis en place une démarche consistant à bénéficier des mesures d'accompagnements proposées par le gouvernement.

Dans ce cadre, le groupe a bénéficié des mesures suivantes :

- Recours marginal à l'activité partielle,
- Report de 6 mois des échéances de remboursement sur une partie des dettes financières,
- Report du paiement de certaines cotisations sociales.

A ce titre, les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31/12/2020 sont comptabilisés et évalués en tenant compte de ces événements et de leurs conséquences.

La situation étant évolutive, elle pourrait avoir de nouveaux impacts sur l'activité, sans toutefois :

- remettre en cause la convention de continuité d'exploitation dans la mesure où les charges additionnelles opérationnelles liées à la crise sanitaire sont limitées.
- avoir un impact significatif sur les postes du bilan et/ou du compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2020.

La volonté première de la direction de notre entreprise est de préserver la santé de ses salariés ; des mesures ont été prises en ce sens et évoluent avec la situation.

En avril 2020, Séché Environnement a effectué un tirage sur la facilité de crédit renouvelable pour 100 M€ qui a été remboursé en octobre 2020. La société a par ailleurs obtenu un report de ses échéances d'emprunts de 6.5 M€ et a procédé au remboursement anticipé d'un crédit obligataire de 25 M€ financé par le tirage de la tranche B du crédit syndiqué pour le même montant.

Sur l'exercice, Séché Environnement a poursuivi sa gestion de ses participations et a procédé à :

- l'acquisition d'une participation complémentaire au capital de la société Solarca SL (filiale en Espagne), portant sa participation de 75.99% à 85.99%.
- la création de la société Mo'UVE, dont l'activité porte sur le traitement des déchets. A compter du 1er janvier 2021, la société assurera la gestion de l'unité de valorisation énergétique de Montauban pour une durée de 20 ans.

Evènements postérieurs à la clôture

Néant

Notes relatives aux postes de bilan.

Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires), à leur coût de production ou à leur valeur d'apport. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût d'entrée des immobilisations. Par ailleurs, les frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés en charge.

Immobilisations incorporelles

Les éléments figurant au bilan dans la rubrique immobilisations incorporelles représentent pour l'essentiel les frais d'établissements, et les fonds de commerce, les logiciels et autres immobilisations incorporelles (brevet, know-how).

- Les autres immobilisations incorporelles (brevet, logiciels, know-how) sont amorties selon la méthode linéaire, en fonction de leur durée d'utilisation prévue et au maximum sur 20 ans ;

Les frais de recherche et développement, le cas échéant, sont généralement comptabilisés en charges. Toutefois, lorsqu'il s'agit de projet débouchant sur un dépôt de brevet ou d'un projet industriel, les frais de recherche et développement sont comptabilisés à l'actif.

Une provision pour dépréciation peut être comptabilisée dans les résultats si la valeur d'utilité d'un élément incorporel vient à décliner de façon durable. Leur valeur fait l'objet d'une revue périodique selon des méthodes constantes.

Immobilisations corporelles

Depuis le 1er janvier 2005, la méthode par composants est utilisée dans la mesure du possible.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

| | |
|--|-------------|
| Constructions | 10 à 20 ans |
| Installations techniques, | 2 à 20 ans |
| Install. générales agencés, aménagements | 2 à 20 ans |
| Autres immobilisations corporelles | 1 à 20 ans |

Une provision pour dépréciation peut être comptabilisée dans les résultats si la valeur d'utilité d'un élément corporel vient à décliner de façon durable.

La différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés selon le mode linéaire figure en provision réglementées.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées de dépôts et cautionnement et de créances rattachées à des participations.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Le poste "Titres de participation" correspond au coût d'achat des titres de sociétés sous déduction éventuelle des dépréciations jugées nécessaires. Cette dépréciation est déterminée par comparaison entre leur valeur d'utilité et leur valeur comptable.

La valeur d'utilité est déterminée selon une approche multicritères à savoir quote-part de situation nette de la filiale, méthode de multiples d'EBE ou actualisation de cash flows futurs nette de l'endettement. Dans ce dernier cas, l'actualisation des flux prévisionnels de trésorerie attendus sur chaque société est réalisée au taux de 4.90 % et sur une durée de 6 ans, le sixième flux correspondant à une valeur nominale extrapolée sur la base du cinquième flux projeté au taux de croissance à l'infini de 0.20%.

Sur l'exercice 2020, des dépréciations ont été comptabilisées sur les titres de certaines filiales dont notamment Kanay (10 M€), Senerval (9 M€), Séché Healthcare (6 M€) et Béarn Environnement (3 M€).

Les titres cotés sont enregistrés à leur coût d'achat et leur éventuelle provision pour dépréciation est calculée sur la base du cours moyen de dernier mois de l'exercice. Les droits de mutation, honoraires, frais d'actes liés à l'acquisition des titres, frais de refinancement sont comptabilisés en charges.

Le poste "Autres immobilisations financières" est composé d'actions propres pour un montant de 2 811 368 euros. Ces 57 856 actions présentaient une valeur de marché de 2 302 669 euros au 31/12/2020 (sur la base du cours de clôture, soit 39.8 euros)

Ces actions propres sont dépréciées à hauteur de 505 809 euros au 31/12/2020.

Le poste " Créances rattachées à des participations" correspond aux prêts octroyés à des entités dans lesquelles Séché Environnement détient une participation et sont comptabilisés à leur valeur nominale. En lien avec l'évaluation des titres de participation, une dépréciation est enregistrée le cas échéant lorsque la valeur d'utilité de ces créances devient inférieure à leur valeur nominale.

Créances

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur vénale est inférieure à la valeur comptable. Les provisions éventuelles sont déterminées selon une méthode forfaitaire conduisant à provisionner les créances dont l'antériorité excède 6 mois à 30 %, celles dont l'antériorité excède 9 mois à 60 % et celles dont l'antériorité excède 12 mois à 100 %. Parallèlement à cette méthode forfaitaire, est réalisée une analyse individuelle et historique des dossiers.

Les autres créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision est constituée dès que la situation du débiteur est compromise.

Valeurs mobilières de placements

Les valeurs mobilières de placement sont essentiellement constituées de Sicav monétaires et dépôts à terme :

- Les Sicav monétaires dont la valeur de marché est proche de la valeur comptable, sont enregistrées à leur coût d'achat. Lorsque la valeur comptable est supérieure au cours de bourse ou, à défaut, à la valeur probable de négociation, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence ;
- Les dépôts à terme ont fait l'objet d'un calcul des intérêts à recevoir pour la période courue entre la date de souscription et la date de clôture.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode linéaire. La contrepartie des provisions réglementées est inscrite au compte de résultat dans les charges et produits exceptionnels.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont destinées à couvrir les risques et charges que des évènements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisées quant à leur objet mais dont

la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

- Provision litiges sociaux :

Les provisions sont estimées au cas par cas, en fonction des demandes.

Retraites et engagements assimilés

Compte tenu de la législation française, la seule obligation de la société en termes d'engagements de retraite est le versement à ses salariés d'une indemnité lors de leur départ à la retraite calculée selon la convention collective et les accords d'établissement applicables à la société.

Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale, qui est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement :

a) une hypothèse de date de départ à la retraite fixée comprise entre 60 ans et 67 ans en fonction de la date de naissance

| Année de naissance | Durée de cotisation | Age minimum de départ en retraite | Age taux plein sans condition |
|--------------------------|---------------------|-----------------------------------|-------------------------------|
| 1948 et avant | 40 ans | 60 ans | 65 ans |
| 1949 | 40 ans 1/4 | | |
| 1950 | 40 ans 1/2 | | |
| Avant 1/7/1951 | 40 ans 3/4 | | |
| A partir 1/7/1951 | 40 ans 3/4 | 60 ans + 4 mois | 65 ans + 4 mois |
| 1952 | 41 ans | 60 ans + 9 mois | 65 ans + 9 mois |
| 1953 | 41 ans 1/4 | 61 ans + 2 mois | 66 ans + 2 mois |
| 1954 | 41 ans 1/4 | 61 ans + 7 mois | 66 ans + 7 mois |
| 1955 - 1957 | 41 ans 2/4 | 62 ans | 67 ans |
| 1958 - 1960 | 41 ans 3/4 | | |
| 1961 - 1963 | 42 ans | | |
| 1964 - 1966 | 42 ans 1/4 | | |
| 1967 - 1969 | 42 ans 1/2 | | |
| 1970 - 1972 | 42 ans 3/4 | | |
| 1973 et après | 43 ans | | |

b) un taux d'actualisation de 0.60 %

c) des hypothèses d'augmentation de salaires de 2 % pour les cadres et 1.60 % pour les non-cadres.

d) d'espérance de vie (table de l'INSEE par sexe)

2) des taux de rotation du personnel fonction des âges et avec distinction cadre et non cadre évalué conformément aux recommandations de la CNCC

| | CADRES | NON CADRES |
|-----------------|--------|------------|
| Moins de 25 ans | 5.00 % | 6.50 % |
| 25 - 29 ans | 5.00 % | 6.50 % |
| 30 - 34 ans | 4.00 % | 3.50 % |
| 35 - 39 ans | 4.00 % | 2.50 % |
| 40 - 44 ans | 2.75 % | 2.00 % |
| 45 - 49 ans | 2.75 % | 1.50 % |

| | | |
|----------------|--------|--------|
| 50 - 54 ans | 2.00 % | 1.25 % |
| 55 - 59 ans | 0.50 % | 1.00 % |
| 60 ans et plus | 0.00 % | 0.00 % |

f) un taux de charges sociales de 46 % pour les cadres et 41 % pour les non-cadres. Conformément à la possibilité laissée par l'ANC dans sa recommandation 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraites et avantages similaires, la société a choisi de comptabiliser les écarts actuariels selon la méthode du corridor. Les gains et pertes actuariels résultent de changements d'hypothèses et des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Après application d'un corridor de 10 % du maximum entre la valeur des engagements et la valeur des actifs de couverture, les écarts actuariels sont amortis à compter de l'exercice suivant sur la durée moyenne probable de vie active résiduelle des salariés. Ainsi la provision représente la différence entre la dette actuarielle des engagements y afférents et les actifs éventuellement dédiés à la couverture des régimes, nette des pertes et gains actuariels et des coûts des services passés non reconnus.

En cas d'excédent d'actif dédié à la couverture du régime, une charge constatée d'avance est enregistrée sous réserve des conditions fixées par la recommandation de l'ANC.

Les écarts actuariels restant à amortir sont précisés dans la note des Engagements Financiers Hors Bilan.

Les engagements s'élèvent à 661 307€ au 31/12/2020 et les actifs de couverture à 468 137€. Compte tenu des écarts actuariels qui s'élèvent à 49 262 €, la provision pour indemnités de départs comptabilisée au bilan en provision pour charges s'élève à 143 908 €.

Médailles du travail

La médaille du travail est destinée à récompenser certains salariés pour l'ancienneté de leurs services au sein de la société. Les hypothèses et le calcul actuariel réalisé pour évaluer l'engagement au titre des médailles du travail est comparable à celui réalisé pour les engagements de retraite, à l'exception du taux de charges sociales (pas de charges sociales s'agissant de médaille d'honneur).

L'obligation de verser ces gratifications prévues aux salariés présents à la clôture de l'exercice fait l'objet d'une provision inscrite au passif du bilan pour la totalité des engagements.

La valeur des engagements médailles du travail au 31/12/2020 s'élève à 10 037 €.

Opérations en devises

Les dettes et créances en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

Instruments financiers

Afin de gérer son exposition au risque de taux, Séché Environnement SA utilise des instruments financiers cotés sur des marchés organisés ou conclus de gré à gré avec des contreparties de premier plan. Séché Environnement SA utilise principalement des swaps de taux, des swaptions, des caps, floors

et collars pour gérer son risque de taux lié au financement :

- les swaps utilisés par Séché Environnement SA permettent de passer d'un taux variable à un taux fixe. Les résultats dégagés sur ces swaps de taux d'intérêts, venant en couverture de passifs financiers, sont comptabilisés de manière symétrique à celle des résultats sur les passifs couverts.

Notamment le différentiel entre les intérêts à payer et les intérêts à recevoir est comptabilisé en produit ou charge d'intérêts sur la durée de vie des passifs couverts ;

- les swaptions utilisés par Séché Environnement SA permettent de passer, sur option, d'un taux variable à un taux fixe. Si l'option est exercée, les principes comptables relatifs aux swaps s'appliquent ;
- les caps, floors et collars permettent de limiter le risque de variation à la hausse ou à la baisse des taux sur la dette à taux variable. Les résultats dégagés sur ces instruments sont comptabilisés de manière symétrique à celle des résultats sur les passifs couverts.

Les actifs et passifs du bilan, directement ou indirectement concernés par ces instruments financiers, font l'objet en fin d'exercice, d'une évaluation en application des principes comptables propres à leur nature.

La juste valeur des instruments financiers ci-dessous au 31/12/2020 s'établit à :

- Cap : -75.26.K€

Notes relatives aux postes du compte de résultat

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'élève à 33 330 336€. Les produits et charges exceptionnels du compte de résultat sont déterminés en retenant la conception du Plan Comptable Général ; ils incluent donc les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires et les éléments extraordinaires. Les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de l'entreprise, soit parce qu'ils sont inhabituels dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement.

Cf paragraphe "Comparabilité"

Participations et Intéressement des salariés

Un accord de participation mutualisé sur le périmètre des filières DND (Déchets Non Dangereux) et Services dont les filiales sont basées dans les régions Pays de Loire et Poitou Charentes a été signé en date du 21 janvier 2014 et s'applique depuis l'exercice 2013. Il est conclu pour une durée indéterminée et continue à s'appliquer.

Notes relatives au groupe

Centralisation des paiements de TVA

Le Groupe a opté en faveur du régime de centralisation des paiements de la TVA et des taxes assimilées en date du 1er janvier 2013 par convention du 10 décembre 2012. Sont incluses dans le champ d'application de ce régime, toutes les sociétés commerciales françaises détenues directement ou indirectement à plus de 50 % par Séché Environnement SA.

Périmètre d'Intégration fiscale

Le Groupe a opté en faveur du régime d'intégration fiscale le 1er janvier 2000. Sont incluses dans le champ d'application de ce régime, toutes les sociétés commerciales françaises détenues directement ou indirectement au moins à 95 % par Séché Environnement SA.

Les économies d'impôt, réalisées par le Groupe et liées aux déficits, sont conservées chez la Société mère Séché Environnement et considérées comme un gain immédiat de l'exercice.

Sur l'exercice, la société a repris en totalité la provision retour bénéficiaire filiale pour 33 M€ pour se mettre en conformité avec la convention d'intégration fiscale.

Trésorerie de Groupe

Séché Environnement a mis en place un système de gestion centralisée de trésorerie conformément à l'article 12 chapitre II de la loi n° 84-46 du 24/01/1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit.

Nom de la société consolidante

Identité de la société mère consolidant les comptes de notre société :

SECHE ENVIRONNEMENT

SA au capital de 1 571 546,40 €

Siège social "Les Hêtres" CS 20020 53811 Changé Cedex

RCS Laval B 306 917 535

Par ailleurs le Groupe Séché Environnement est un palier consolidé par le Groupe Séché

SAS au capital de 103 304 070.00 €

Siège social "Les Hêtres" CS 20020 53811 Changé Cedex

RCS Laval B 413 957 804

Les copies des états financiers consolidés peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessus.

IMMOBILISATIONS

| | Valeur brute début 01/01/2020 | Augmentations | |
|---|----------------------------------|-----------------------|----------------------|
| | | Réévaluations courant | Acquisitions courant |
| Immobilisations incorporelles | | | |
| Frais d'établissement et de développement | | | 164 350 |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles | 194 440 | | 3 000 |
| <i>Total immobilisations incorporelles</i> | 194 440 | | 167 350 |
| Immobilisations corporelles | | | |
| Terrains | | | |
| Constructions : | | | |
| - Constructions sur sol propre | 3 000 | | |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | |
| - Installations générales, agencements et aménagement des constructions | | | |
| Installations techniques, matériel et outillages industriels | 28 223 | | |
| Autres immobilisations corporelles : | | | |
| - Installations générales, agencements, aménagements divers | 5 292 | | |
| - Matériel de transport | 183 595 | | |
| - Matériel de bureau et mobilier informatique | 507 580 | | |
| - Emballages récupérables et divers | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | 24 277 | | 114 925 |
| Avances et acomptes | | | |
| <i>Total immobilisations corporelles</i> | 751 967 | | 114 925 |
| Immobilisations financières | | | |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | |
| Autres participations | 551 397 815 | | 42 710 504 |
| Autres titres immobilisés | 3 317 708 | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | 3 331 765 | | 3 821 079 |
| <i>Total immobilisations financières</i> | 558 047 289 | | 46 531 583 |
| TOTAL GENERAL | 558 993 695 | | 46 813 858 |

| | Diminutions | | Valeur brute fin 31/12/2020 | Valeur d'origine |
|--|-------------------|-------------------|--------------------------------|------------------|
| | Virements courant | Cessions courant | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement et de développement | | | 164 350 | |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles | | | 197 440 | |
| <i>Total immobilisations incorporelles</i> | | | 361 790 | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions : | | | | |
| - Sur sol propre | | | 3 000 | |
| - Sur sol d'autrui | | | | |
| - Installations générales, agencements et amgt des constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | 28 223 | |
| Autres immobilisations corporelles : | | | | |
| - Installations générales, agencements et amgt divers | | | 5 292 | |
| - Matériel de transport | | 23 649 | 159 946 | |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | | | 507 580 | |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | 139 202 | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| <i>Total immobilisations corporelles</i> | | 162 851 | 704 041 | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| Autres participations | | 13 615 406 | 580 492 913 | |
| Autres titres immobilisés | | 1 000 000 | 2 317 708 | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | 3 641 036 | 3 511 809 | |
| <i>Total immobilisations financières</i> | | 18 256 441 | 586 322 430 | |
| TOTAL GENERAL | | 18 419 292 | 587 388 261 | |

AMORTISSEMENTS

| Immobilisations amortissables | Montant début 01/01/2020 | Augmentations | Diminutions | Montant fin 31/12/2020 |
|---|-----------------------------|---------------|---------------|---------------------------|
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement, de recherche et de dév. | | 13 771 | | 13 771 |
| Autres immobilisations incorporelles | 173 809 | 21 300 | | 195 109 |
| <i>Total immobilisations incorporelles</i> | 173 809 | 35 071 | | 208 880 |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions : | | | | |
| - Constructions sur sol propre | 312 | 600 | | 912 |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Inst générales, agcemnts et améngmt des const. | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage indust. | 27 875 | 264 | | 28 139 |
| Autres immobilisations corporelles : | | | | |
| - Installations générales, agencements, amén. divers | 5 096 | 188 | | 5 284 |
| - Matériel de transport | 183 595 | | 23 649 | 159 946 |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 473 374 | 20 282 | | 493 655 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| <i>Total immobilisations corporelles</i> | 690 251 | 21 334 | 23 649 | 687 937 |
| TOTAL GENERAL | 864 060 | 56 406 | 23 649 | 896 817 |

| Immobilisations amortissables | DOTATIONS | | | REPRISES | | | Mvt net des amortissements à la fin de l'exercice |
|---|-----------------------|----------------|----------------------------|-----------------------|----------------|----------------------------|---|
| | Différentiel de durée | Mode dégressif | Amort. fiscal exceptionnel | Différentiel de durée | Mode dégressif | Amort. fiscal exceptionnel | |
| Immobilisations incorporelles | | | | | | | |
| Frais d'établissements | | | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | | | | |
| <i>Total immobilisations incorporelles</i> | | | | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | | | | |
| Terrains | | | | | | | |
| Constructions : | | | | | | | |
| - Constructions sur sol propre | | | | | | | |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | | | | |
| - Inst gén., agcemnts et améngmt des const. | | | | | | | |
| Inst techniques, matériels et outillages | | | | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | | | | | | | |
| - Inst gén., agcemnt et améngmt divers | | | | | | | |
| - Matériel de transport | | | | | | | |
| - Matériel de bureau et informatique mobilier | | 271 | | | 355 | | (83) |
| - Emballages récupérables et divers | | | | | | | |
| <i>Total immobilisations corporelles</i> | | 271 | | | 355 | | (83) |
| Frais d'acquisition de titres de participations | | | | | | | |
| TOTAL GENERAL | | 271 | | | 355 | | (83) |
| TOTAL GENERAL non ventilé | | | 271 | | | 355 | (83) |

| Charges réparties sur plusieurs exercices | Montant début 2020/01 | Augmentations | Dotations aux amortissements | Montant fin 2020 /12 |
|---|--------------------------|---------------|------------------------------|-------------------------|
| Frais d'émission d'emprunt à étaler | 2 153 904 | | 544 063 | 1 609 841 |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES

| ETAT DES CREANCES | Montant brut | A 1 an au plus | A plus d'1 an | N-1 |
|--|--------------------|--------------------|-------------------|--------------------|
| Actif immobilisé | | | | |
| Créances rattachées à des participations | 57 196 213 | 14 532 541 | 42 663 672 | 45 759 119 |
| Prêts (1) (2) | 57 391 | | 57 391 | 57 391 |
| Autres immobilisations financières | 3 454 418 | | 3 454 418 | 3 274 374 |
| <i>Total actif immobilisé</i> | <i>60 708 022</i> | <i>14 532 541</i> | <i>46 175 481</i> | <i>49 090 884</i> |
| Actif circulant | | | | |
| Clients douteux ou litigieux | | | | |
| Autres créances clients | 4 309 543 | 4 309 543 | | 5 067 089 |
| Créances représentatives de titres prêtés | | | | |
| Personnel et comptes rattachés | 3 525 | 3 525 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | | | |
| Impôts sur les bénéficies | 425 038 | 72 916 | 352 122 | 1 640 787 |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 686 866 | 686 866 | | 467 988 |
| Autres impôts, taxes et versements assimilés | 1 050 | 1 050 | | |
| Divers | 72 613 | 72 613 | | 37 893 |
| Groupe et associés (2) | 153 227 654 | 153 227 654 | | 126 284 288 |
| Débiteurs divers | 25 087 | 25 087 | | 7 208 264 |
| <i>Total actif circulant</i> | <i>158 751 375</i> | <i>158 399 253</i> | <i>352 122</i> | <i>140 706 309</i> |
| Charges constatées d'avance | 2 216 031 | 2 216 031 | | 9 875 |
| TOTAL DES CREANCES | 221 675 428 | 175 147 826 | 46 527 603 | 189 807 068 |
| (1) Prêts accordés en cours d'exercice | | | | |
| (1) Remboursements obtenus en cours d'exercice | | | | |
| (2) Prêts et avances consentis aux associés | | | | |

| ETAT DES DETTES | Montant brut | A 1 an au plus | A plus d'1 an 5 ans au plus | A plus de 5 ans | N-1 |
|---|--------------------|-------------------|--------------------------------|-------------------|--------------------|
| Emprunts obligataires convertibles (1) | | | | | |
| Autres emprunts obligataires (1) | 230 000 000 | | 140 000 000 | 90 000 000 | 255 000 000 |
| Emprunts et dettes auprès des ets de crédit | | | | | |
| - à un an maximum | 2 869 454 | 2 869 454 | | | 3 220 324 |
| - à + de un an | 169 140 599 | 25 324 045 | 141 256 072 | 2 560 482 | 133 210 068 |
| Emprunts et dettes financières divers (1) (2) | 23 987 | | | 23 987 | 246 241 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 6 010 311 | 6 010 311 | | | 4 222 173 |
| Personnel et comptes rattachés | 226 480 | 226 480 | | | 262 816 |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 384 869 | 384 869 | | | 323 363 |
| Impôts sur les bénéficies | 514 373 | 514 373 | | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 8 456 858 | 8 456 858 | | | 7 972 439 |
| Obligations cautionnées | | | | | |
| Autres impôts, taxes et assimilés | 145 959 | 145 959 | | | 420 407 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 1 430 | 1 430 | | | 6 491 354 |
| Groupe et associés (2) | 45 542 699 | 45 542 699 | | | 38 417 922 |
| Autres dettes | | | | | |
| Dettes représentatives de titres empruntés | | | | | |
| Produits constatés d'avance | 31 251 | 31 251 | | | 31 280 |
| TOTAL DES DETTES | 463 348 270 | 89 507 730 | 281 256 072 | 92 584 468 | 449 818 388 |
| (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice | | 50 001 864 | | | |
| (1) Emprunts remboursés en cours d'exercice | | 39 071 333 | | | |
| (2) Montant des emprunts et dettes dus aux associés | | | | | |

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

| Catégories de titres | Nombre de titres | | | Total | Valeur nominale |
|---------------------------------|------------------|----------------------------|---------------------------------|------------------|-----------------|
| | Clôture N-1 | créés pendant l'exercice N | remboursés pendant l'exercice N | | |
| Actions ordinaires | 7 857 732 | | | 7 857 732 | 0,20 |
| Actions amorties | | | | | |
| Actions à dividende prioritaire | | | | | |
| Actions préférentielles | | | | | |
| Parts sociales | | | | | |
| Certificats d'investissements | | | | | |
| Total | 7 857 732 | | | 7 857 732 | |

TABLEAU DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

| Rubriques | Montant |
|---|--------------------|
| A Situation à l'ouverture de l'exercice | |
| 1 Capitaux propres à la clôture de l'exercice N-1 avant affectations | 93 851 592 |
| 2 Affectation du résultat à la situation nette par l'AGO | 33 387 735 |
| 3 Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice N | 127 239 327 |
| B Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice N | |
| 1 Variation du capital | |
| 2 Variation des autres postes | |
| C (= A3 + B) Capitaux propres de l'exercice après apports rétroactifs | 127 239 327 |
| D Variations en cours d'exercice | |
| 1 Variations du capital | |
| 2 Variations des primes, réserves, report à nouveau | |
| 3 Variations des "provisions" relevant des capitaux propres | (83) |
| 4 Contreparties de réévaluations | |
| 5 Variations des provisions réglementées et subventions d'équipement | |
| 6 Autres variations | (7 410 935) |
| 7 Résultat de l'exercice | 45 515 574 |
| E Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice N avant AGO (= C + ou - D) | 165 343 883 |
| F VARIATION TOTALE DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE (= E - C) | 38 104 556 |
| G dont : variations dues à des modifications de structures au cours de l'exercice | |
| H Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure (F - G) | 38 104 556 |

PROVISIONS

| Nature des provisions | Montant au début 01/01/2020 | Augmentations : Dotations de l'exercice | Diminutions : | | | Montant à la fin 31/12/2020 |
|---|-----------------------------------|---|-------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|-----------------------------------|
| | | | Utilisées au cours de l'ex | Non Utilisées au cours de l'ex | Reprises de l'exercice | |
| Provisions réglementées | | | | | | |
| Provisions pour reconstitution des gisements | | | | | | |
| Provisions pour investissement | | | | | | |
| Provisions pour hausse des prix | | | | | | |
| Amortissements dérogatoires <i>Dont majorations exceptionnelles de 30%</i> | 1 279 | 271 | | 355 | 355 | 1 196 |
| Provisions pour prêts d'installation | | | | | | |
| Autres provisions règlementées | | | | | | |
| TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES | 1 279 | 271 | | 355 | 355 | 1 196 |
| Provisions pour risques et charges | | | | | | |
| Provisions pour litiges | | | | | | |
| Provisions pour garanties données aux clients | | | | | | |
| Provisions pour pertes sur marchés à terme | | | | | | |
| Provisions pour amendes et pénalités | | | | | | |
| Provisions pour pertes de change | 603 426 | 14 948 | 603 426 | | 603 426 | 14 948 |
| <i>Sous total provisions pour risques</i> | <i>603 426</i> | <i>14 948</i> | <i>603 426</i> | | <i>603 426</i> | <i>14 948</i> |
| Provisions pour pensions et obligations similaires | 175 454 | | | 31 546 | 31 546 | 143 908 |
| Provisions pour impôts | | | | | | |
| Provisions pour renouvellement des immobilisations | | | | | | |
| Provisions pour gros entretien et grandes révisions | | | | | | |
| Prov. pour charges soc. et fisc. sur congés à payer | | | | | | |
| <i>Sous total provisions pour charges</i> | <i>175 454</i> | | | <i>31 546</i> | <i>31 546</i> | <i>143 908</i> |
| Autres provisions pour risques et charges | 33 314 247 | 746 | | 33 304 956 | 33 304 956 | 10 037 |
| TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 34 093 127 | 15 694 | 603 426 | 33 336 502 | 33 939 928 | 168 893 |
| Provisions pour dépréciation | | | | | | |
| Sur immobilisations incorporelles | | | | | | |
| Sur immobilisations corporelles | | | | | | |
| Sur immobilisations de titres mis en équivalence | | | | | | |
| Sur immobilisations de titres de participation | 147 835 930 | 30 651 149 | | 15 409 | 15 409 | 178 471 671 |
| Sur autres immobilisations financières | 3 535 397 | 129 567 | 995 368 | 230 612 | 1 225 980 | 2 438 984 |
| Sur stocks et en-cours | | | | | | |
| Sur comptes clients | | | | | | |
| Autres provisions dépréciations | 28 500 | | 3 500 | | 3 500 | 25 000 |
| TOTAL PROVISIONS POUR DEPRECIATION | 151 399 827 | 30 780 716 | 998 868 | 246 021 | 1 244 889 | 180 935 655 |
| TOTAL GENERAL | 185 494 234 | 30 796 681 | 1 602 294 | 33 582 877 | 35 185 171 | 181 105 744 |
| | | | | | | |
| | | 746 | | | 35 046 | |
| | | 30 795 664 | | | 849 447 | |
| | | 271 | | | 34 300 679 | |
| Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice | | | | | | |

CHARGES A PAYER

| Nature des charges | 2020 /12 | 2019 /12 |
|--|------------------|------------------|
| Dettes financières | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 2 863 133 | 3 204 870 |
| Emprunts et dettes financières divers | 77 273 | 63 944 |
| Avances et acomptes reçus sur commande en cours | | |
| <i>Total dettes financières</i> | <i>2 940 406</i> | <i>3 268 814</i> |
| Dettes d'exploitation | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 1 857 891 | 986 873 |
| Dettes fiscales et sociales | 504 303 | 745 885 |
| <i>Total dettes d'exploitation</i> | <i>2 362 193</i> | <i>1 732 758</i> |
| Dettes diverses | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | | |
| <i>Total dettes diverses</i> | | |
| Autres | | |
| | | |
| <i>Total autres dettes</i> | | |
| TOTAL | 5 302 599 | 5 001 573 |

CHARGES A RÉPARTIR

| Nature des charges | Montant net au début de l'exercice | Augmentations | Dotations aux amortissements | Montant net à la fin de l'exercice |
|---|------------------------------------|---------------|------------------------------|------------------------------------|
| Charges différées : | | | | |
| <i>Total charges différées</i> | | | | |
| Frais d'acquisition des immobilisations : | | | | |
| <i>Total frais d'acquisition des immobilisation</i> | | | | |
| Frais d'émission des emprunts : | | | | |
| Frais de souscription d'emprunts | 2 153 904 | | 544 063 | 1 609 841 |
| <i>Total frais d'émission des emprunts</i> | 2 153 904 | | 544 063 | 1 609 841 |
| Charges à étaler : | | | | |
| <i>Total charges à étaler</i> | | | | |
| TOTAL | 2 153 904 | | 544 063 | 1 609 841 |

Les frais sont amortis selon la méthode du TIE sur la durée de l'emprunt

Les charges à répartir correspondent aux frais de souscription d'emprunt.

PRODUITS À RECEVOIR

| Produits à recevoir | 2020 /12 | 2019 /12 |
|--|------------------|------------------|
| Immobilisations financières | | |
| Créances rattachées à des participations | 75 831 | 94 727 |
| Autres immobilisations financières | | |
| <i>Total immobilisations financières</i> | 75 831 | 94 727 |
| Créances | | |
| Créances clients et comptes rattachés | | |
| Autres créances | 2 963 424 | 2 123 388 |
| <i>Total créances</i> | 2 963 424 | 2 123 388 |
| Disponibilités et divers | | |
| Valeurs mobilières de placement | | |
| Disponibilités | 32 582 | 20 261 |
| <i>Total disponibilités et divers</i> | 32 582 | 20 261 |
| Autres | | |
| | | |
| <i>Total autres</i> | | |
| TOTAL | 3 071 837 | 2 238 376 |

CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

| Nature des charges | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|---|------------------|------------|
| Charges d'exploitation : | | |
| Diverses | 2 216 031 | 9 875 |
| <i>Total charges d'exploitation</i> | 2 216 031 | 9 875 |
| Charges financières : | | |
| <i>Total charges financières</i> | | |
| Charges exceptionnelles : | | |
| <i>Total charges exceptionnelles</i> | | |
| TOTAL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | 2 216 031 | |
| Comparatif BILAN (Bilan Actif : 2050 rubrique CH) | | |

| Nature des produits | | |
|--|---------------|--------|
| Produits d'exploitation : | | |
| Divers | 31 251 | 31 280 |
| <i>Total produits d'exploitation</i> | 31 251 | 31 280 |
| Produits financiers : | | |
| <i>Total produits financiers</i> | | |
| Produits exceptionnels : | | |
| <i>Total produits exceptionnels</i> | | |
| TOTAL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | 31 251 | |
| Comparatif BILAN (Bilan Passif : 2051 rubrique EB) | | |

| | | |
|---|--|--|
| TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | | |
|---|--|--|

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

| Détail du chiffre d'affaires | 31/12/2020 | | | 31/12/2019 | | | Variation % |
|------------------------------------|------------------|----------------------------------|-------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|----------------|
| | France | Export et livraisons intracom | Total | France | Export et livraisons intracom | Total | |
| Ventes de marchandises | | | | | | | |
| Ventes de produits finis | | | | | | | |
| Travaux | | | | | | | |
| Traitements des déchets | | | | | | | |
| Transports | | | | | | | |
| Prestations assistances techniques | 9 347 213 | 1 349 243 | 10 696 455 | 9 632 484 | 1 829 326 | 11 461 810 | -6,68 % |
| Produits des activités annexes | 447 496 | 177 225 | 624 720 | 498 205 | 145 395 | 643 601 | -2,93 % |
| Refacturations des taxes | | | | | | | |
| Autres | 144 870 | | 144 870 | 102 525 | 226 511 | 329 036 | -55,97 % |
| TOTAL | 9 939 579 | 1 526 468 | 11 466 046 | 10 233 214 | 2 201 233 | 12 434 447 | -7,79 % |

VENTILATION DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

| | 31/12/2020 | | | | | 31/12/2019 |
|--|-----------------------------------|--------------------|----------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
| | Résultat avant report déficitaire | report déficitaire | Résultat avant impôt | Impôt dû | Résultat net | Résultat net |
| Résultat courant | 1 799 643 | | 1 799 643 | | 1 799 643 | 29 685 282 |
| Résultat exceptionnel | 33 330 336 | | 33 330 336 | | 33 330 336 | (5 451 019) |
| Résultat comptable (hors participation) | 35 129 979 | | 35 129 979 | | 35 129 979 | 24 234 263 |
| Résultat intégration fiscale | | | | | | |
| Participation des salariés | | | | | | |
| Créances d'impôt | | | | (85 657) | 85 657 | 26 996 |
| <i>Total avant impôt</i> | <i>35 129 979</i> | | <i>35 129 979</i> | <i>(85 657)</i> | <i>35 215 636</i> | <i>24 261 259</i> |
| Autres | | | | | | |
| Imputation déficits antérieurs sur le résultat | | | | | | |
| IS contrôle et corrections | | | | (43 314) | 43 314 | 151 712 |
| Intégration fiscale | | | | (10 256 624) | 10 256 624 | 8 974 764 |
| <i>Total autres</i> | | | | <i>(10 299 938)</i> | <i>10 299 938</i> | <i>9 126 476</i> |
| Total général | 35 129 979 | | 35 129 979 | (10 385 595) | 45 515 574 | 33 387 735 |

INCIDENCES DES EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES

| Nature | Montant |
|--|-------------------|
| RESULTAT DE L'EXERCICE | 45 515 574 |
| Impôts sur les bénéfices | (10 385 595) |
| RESULTAT AVANT IMPOT | 35 129 979 |
| Variation des provisions réglementées : <ul style="list-style-type: none">- Amortissements dérogatoires- Provision pour hausse des prix- Provision pour fluctuations des cours | (83) |
| RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avants impôts) | 35 129 896 |

ACCROISSEMENT ET ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔT

| Accroissements de la dette future d'impôt | Montant | Impôt correspondant |
|---|--------------|---------------------|
| Provisions réglementées | | |
| Amortissements dérogatoires | 1 196 | |
| Provisions pour hausse de prix | | |
| Provisions pour fluctuation des cours | | |
| <u>Autres provisions réglementées :</u> | | |
| Subventions investissement | | |
| TOTAL | 1 196 | |

| Allègements de la dette future d'impôt | Montant | Impôt correspondant |
|--|----------------|---------------------|
| Provisions non déductibles l'année de leur dotation : | | |
| Provisions pour congés payés | | |
| Participation des salariés | | |
| Effort construction | | |
| Contribution sociale de solidarité | | |
| Taxes sur les surfaces commerciales | | |
| Provisions pour risques et charges | | |
| Provisions pour dépréciation des stocks | | |
| <u>Autres provisions non déductibles</u> | | |
| Provisions pour retraite | 143 908 | |
| Autres charges non comptabilisées non déduites | 570 991 | |
| TOTAL | 714 899 | |

| | | |
|-------------------------------------|------------|--|
| Total des déficits reportables | 83 596 469 | |
| Total des amortissements différés | | |
| Total des moins values à long terme | | |

Le Total des déficits reportables correspond aux déficits de l'intégration fiscale.

DÉTAIL DES TRANSFERTS DE CHARGES

| Nature | 2020 /12 | 2019 /12 |
|--|----------|----------|
| Transfert de charges d'exploitation | | 378 510 |
| Transfert de charge avantage en nature | 37 150 | 41 160 |
| Transfert de charges remboursement IDR/IFC | | |
| Autres | | |
| TOTAL | 37 150 | 419 670 |

RESULTAT EXCEPTIONNEL

| | 2020 /12 | | | 2019 /12 | | |
|---|----------------------|---------------------|----------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| | Produits | Charges | Résultat | Produits | Charges | Résultat |
| Résultat exceptionnel sur opérations de gestion | | | | | 63 626,50 | -63 626,50 |
| Résultat sur exercices antérieurs | | 83 | -83 | | 29 284,28 | -29 284,28 |
| Résultat sur cessions d'éléments d'actifs | 215 484,69 | 1 191 702,00 | -976 217,31 | 1 481,27 | 6 080 103,04 | -6 078 621,77 |
| Résultat sur autres éléments exceptionnels | 3 653 264,76 | 3 647 035,61 | 6 229,15 | 4 411 995,80 | 3 814 411,30 | 597 584,50 |
| Résultat exceptionnel hors dépréciations et provisions | 3 868 749,45 | 4 838 820,61 | -970 071,16 | 4 413 477,07 | 9 987 425,12 | -5 573 948,05 |
| QP des subvention d'investissement virée au résultat | | | | | | |
| Dotations exceptionnelles | | 271,41 | -271,41 | | 355,43 | -355,43 |
| Reprises exceptionnelles (1) | 34 300 678,57 | | 34 300 678,57 | 123 284,24 | | 123 284,24 |
| Transfert de charges exceptionnelles | | | | | | |
| TOTAL | 38 169 428,02 | 4 839 092,02 | 33 330 336,00 | 4 536 761,31 | 9 987 780,55 | -5 451 019,24 |

(1) Cf. paragraphe « comparabilité »

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Un bail commercial avec la société Groupe Séché, a été autorisé par le conseil d'administration du 28 Avril 2016. Ce bail est conclu pour une durée de 9 ans, pour une surface de 840 m² en jouissance privative et de 400 m² Loi Carrez en jouissance commune avec la société Groupe Séché au niveau du 54^{ème} étage de la Tour Montparnasse ainsi que de 25 emplacements de parking et 207.6m² de local d'archives en jouissance exclusive.

Une convention d'animation avec la société Groupe Séché a été autorisée par le conseil d'administration du 28 Avril 2016. Cette convention a été conclue pour une durée débutant le 2 Mai 2016 et se terminant le 31 décembre 2019, renouvelée par tacite reconduction pour 3 ans. La société Groupe Séché fournit à la société et à ses filiales des services dans divers domaines (stratégie, commercial, financière, juridique).

Au titre de l'exercice 2020, la charge comptabilisée pour ces conventions représente 2.8M€

EFFECTIF MOYEN

| Catégories | Effectif moyen salarié | |
|-------------------------|------------------------|------------|
| | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
| Cadres | 21 | 22 |
| Agents de maîtrise | | |
| Employés et techniciens | 6 | 6 |
| <u>Autres :</u> | | |
| TOTAL | 27 | 28 |

RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

| Catégories | Montants |
|--------------------------------------|----------------|
| Membres des organes d'administration | 913 146 |
| Membres des organes de direction | |
| Membres des organes de surveillance | |
| TOTAL | 913 146 |

ENGAGEMENTS FINANCIERS DONNES

| Engagements donnés | Total | Dirigeants | Filiales | Participations | Entreprises liées | Autres |
|---|--------------------|------------|--------------------|----------------|-------------------|-------------------|
| - Garanties financières | 101 888 437 | | 101 138 437 | | | 750 000 |
| - Pertes/gains actuariels liés engagement retraite | 49 262 | | | | | 49 262 |
| - Engagements créances cédées au Factor | | | | | | |
| - Autres | | | | | | |
| Dans le cadre de l'endettement | | | | | | |
| - Avals | | | | | | |
| - Cautions | 15 511 486 | | | | | 15 511 486 |
| - Garanties | 18 491 787 | | 18 491 787 | | | |
| Dans le cadre de l'activité de gestion de taux d'intérêts | | | | | | |
| - Swap | | | | | | |
| - Cap | 35 000 000 | | | | | 35 000 000 |
| - Collar | | | | | | |
| TOTAL | 170 940 972 | | 119 630 224 | | | 51 310 748 |

| | | | | | | |
|----------------------|--------------------|--|--------------------|--|--|-------------------|
| TOTAL GENERAL | 170 940 972 | | 119 630 224 | | | 51 310 748 |
|----------------------|--------------------|--|--------------------|--|--|-------------------|

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

| Sociétés | Capital | Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats | Quote-part du capital détenu (en %) | Valeur comptable des titres détenus | | Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés | Montant des cautions et avals donnés par la société | CA HT du dernier exercice clos | Résultat (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) | Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice |
|------------------------------|---------|--|-------------------------------------|-------------------------------------|---------|--|---|--------------------------------|---|--|
| | | | | Brute | Nette | | | | | |
| ALCEA | 2 500 | (455) | 100 | 4 710 | 4 105 | | 598 | 14 691 | 668 | |
| BARRE THOMAS | 375 | nc | 40 | 215 | 50 | | | nc | nc | |
| BEARN ENVIRONNEMENT | 500 | 304 | 100 | 5 243 | 1 843 | | | 5 477 | 1 008 | |
| DRIMM | 152 | 1 867 | 100 | 12 832 | 12 832 | 3 380 | 8 736 | 38 009 | 6 965 | 11 000 |
| ECO SITE CROIX IRTELLE | 100 | 3 282 | 99 | 13 339 | 13 339 | 1 450 | 1 975 | 10 799 | 471 | 990 |
| GABARRE ENERGIES | 600 | (350) | 51 | 306 | 306 | | | 1 442 | (187) | |
| KARU ENERGY | 8 | nc | 24 | 2 | 2 | 146 | | nc | nc | |
| LA CROIX DES LANDES | 8 | 304 | 100 | 87 | 87 | | | 82 | 41 | 100 |
| LES CHENES SECS | 8 | (259) | 100 | 66 | 66 | 639 | | 15 | (30) | |
| MEZEROLLES | 160 | 1 650 | 100 | 1 099 | 1 099 | 1 202 | | 926 | 531 | 2 000 |
| M'OUVE | 1 000 | | 100 | 1 000 | 1 000 | | | | | |
| OPALE ENVIRONNEMENT | 1 000 | 730 | 100 | 8 278 | 8 278 | 2 336 | 2 917 | 12 375 | (255) | 100 |
| SECHE 201 | 5 | | 100 | 5 | 5 | | | | | |
| SECHE 202 | 5 | | 100 | 5 | 5 | | | | | |
| SECHE ALLIANCE | 48 | 270 | 100 | 2 873 | 2 873 | 4 250 | | 19 495 | 633 | |
| SECHE DEVELOPPEMENT | 10 | 182 | 100 | 1 830 | 1 830 | | | 12 947 | 646 | |
| SECHE ECO INDUSTRIES | 2 011 | 10 421 | 100 | 27 987 | 27 987 | 14 501 | 38 080 | 117 081 | 20 761 | 24 891 |
| SECHE ECO SERVICES | 500 | 5 896 | 100 | 496 | 496 | 5 775 | 7 404 | 93 923 | 556 | 1 500 |
| SECHE ENVIRONNEMENT OUEST | 820 | (397) | 100 | 1 663 | | 299 | | 5 839 | (180) | |
| SECHE HEALTHCARE | 250 | (1 896) | 100 | 8 798 | 2 625 | 4 955 | | 10 167 | (1 356) | |
| SECHE TRANSPORTS | 192 | 967 | 100 | 531 | 1 | | | 34 194 | 304 | 480 |
| SECHE URGENCES INTERVENTIONS | 150 | 1 557 | 100 | 150 | 150 | | | 13 545 | 3 750 | 675 |
| SENERGIES | 400 | 510 | 80 | 320 | 320 | 401 | | 1 815 | 97 | 160 |
| SENERVAL | 4 000 | (6 001) | 100 | 19 743 | 10 543 | 58 128 | 5 636 | 28 250 | (12 028) | |
| SOGAD | 75 | nc | 50 | 1 513 | 240 | | | nc | nc | |
| SOLENA VALORISATION | 1 000 | | 60 | 600 | 600 | | | | (1) | |
| SPEICHIM | 150 | 1 929 | 100 | 18 750 | 18 750 | 5 777 | 1 220 | 29 354 | 2 231 | 2 000 |
| TREDI | 15 000 | (1 654) | 100 | 268 753 | 139 426 | 35 442 | 31 958 | 133 870 | 2 918 | |
| TRIADIS SERVICES | 3 809 | (2 165) | 100 | 16 135 | | 2 232 | 2 776 | 55 624 | 843 | |
| FILIALES ETRANGERES | | | | | | | | | | |
| DEPO | 52 | 815 | 90 | 1 703 | 1 703 | 810 | | 946 | 131 | 241 |
| KANAY | 3 932 | (3 249) | 100 | 18 752 | 8 752 | | | 9 878 | (2 634) | |
| MECOMER | 52 | 10 359 | 90 | 41 497 | 41 497 | | | 44 741 | 7 474 | 3 735 |
| SECHE CHILE | 6 307 | (117) | 100 | 5 974 | 5 974 | 1 224 | | | (15) | |
| SECHE HOLDINGS | ns | | 100 | | | 41 801 | | | 4 285 | |
| MAYENNE INVESTMENTS | ns | | 100 | | | | | | | |
| SOLARCA SL | 343 | 6 319 | 86 | 26 250 | 26 250 | 7 436 | | 7 136 | (1 630) | 774 |
| SOLUCIONES AMBIENTALES | 7 627 | (4 174) | 100 | 7 668 | 7 668 | 6 646 | | 4 897 | 69 | |
| UMWELT TECHNIK METALLRECY | 100 | 915 | 100 | 4 122 | 4 122 | | | 2 933 | 182 | 70 |

Montants en K€
nc non communiqué